



Madame Élisabeth Degryse

Ministre-Présidente de la Fédération Wallonie-
Bruxelles en charge de la Culture
Place Surllet de Chokier, 15-17 1000 Bruxelles

Madame la Ministre-présidente,

En ce 27 septembre, jour symbolique de la Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, nous célébrons, avec chacun·e de vous, les grands principes qui cimentent notre projet collectif. Depuis sa naissance, la Fédération a fait le choix audacieux de placer l'émancipation, la démocratie et les droits culturels, la créativité, et la liberté d'expression au cœur de notre politique culturelle commune. Telles sont les clés de voûte, toujours affirmées dans la Déclaration de Politique Communautaire.

Le secteur socioculturel joue un rôle essentiel dans cette vision. Dans chaque commune, chaque village, chaque quartier, sur l'ensemble du territoire de la Communauté française et bien au-delà, nous faisons vivre la démocratie culturelle en promouvant et en développant les droits culturels de toutes et tous. Nous ouvrons des espaces où chacune et chacun peut participer, s'exprimer, débattre, créer. Nous tissons et renforçons les liens sociaux, encourageons le partage et la transmission des savoirs et des pratiques – et nous cultivons ce dialogue critique indispensable à la vigueur d'une société démocratique, juste et solidaire..

En ce jour de fête (parce qu'il s'agit de se réjouir...), nous souhaitons particulièrement mettre en lumière et remercier toutes celles et ceux, professionnel·les et bénévoles, qui incarnent ces valeurs au quotidien et ce grand projet collectif.

Pourtant, une ombre plane sur cette célébration. Depuis le début de cette législature, des décisions politiques et économiques, à tous les niveaux de pouvoir, avec des effets en cascade fragilisent l'équilibre financier de nos structures, déstabilisent notre bon fonctionnement et nos relations avec nos publics. Depuis, plusieurs années, nous subissons un sous-financement structurel accumulé conjugué à l'augmentation continue des coûts en tous genres. La volonté politique d'économie supplémentaire annoncée risque d'aggraver davantage cette vitalité culturelle que nous oeuvrons au quotidien à construire. C'est non seulement l'avenir de nos opérateurs socioculturels qui est menacé, mais aussi celui de chaque citoyenne et citoyen, qui se verrait être privé·e d'espaces d'émancipation, de découverte, de rencontre, de créativité dans un contexte d'actualité qui favorise le repli sur soi et le rejet de l'autre.

Madame la Ministre-présidente, les secteurs socioculturels ont une attente forte : que vous défendiez les droits culturels et les opérateurs qui les cultivent vis-à-vis de toutes ces mesures et particulièrement à la veille des conclaves budgétaires. Car soutenir la démocratie culturelle n'est pas un luxe : c'est une responsabilité et une vision politique, un investissement au bénéfice de toutes et tous, un choix de société. Sans ce choix clair et courageux, les principes que nous célébrons aujourd'hui risquent de se réduire à de simples déclarations.

Avec nos salutations respectueuses et nos vœux les plus sincères en ce jour de fête.

Les 26 membres de la Plateforme socioculturelle

ACC, AKSONI, APBFB, ASSPROPRO, ASTRAC, CIDJ, CJC, COJ, Coordo-CRH, Court-Circuit, FCJMP, FESEFA, FFEDD, FIBBC, FMJ, FOR'J, FUWB, INCIDENCE, Kaleo, Les Scouts, MSW, ProJeuneS, Relie-F, SIEP



www.socioculturel.be